

La tentative des délits visés aux 2°, 3° et 4° du présent article sera punie d'un emprisonnement de huit jours à trois ans et d'une amende de vingt-six francs à cinquante mille francs ou d'une de ces peines seulement.

Les personnes punies en vertu des présentes dispositions pourront, de plus, être condamnées à l'interdiction, conformément à l'article 33."

Art. 8. A l'article 3, § 2, 11°, de la loi du 30 juin 1994 relative à la protection de la vie privée contre les écoutes, la prise de connaissance et l'enregistrement de communications et de télécommunications privées les mots "alinéa premier, 2°" sont remplacés par les mots "alinéa premier, 2°, 3° et 4°".

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Châteauneuf-de-Grasse, le 7 avril 1995.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Communications,

E. DIRUPO

Le Ministre de la Justice,

M. WATHELET

Le Ministre des Finances,

Ph. MAYSTADT

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,

M. WATHELET

Poging tot een van de misdrijven bedoeld in 2°, 3° en 4° van dit artikel wordt bestraft met gevangenisstraf van acht dagen tot drie jaar en met geldboete van zesentwintig frank tot vijftigduizend frank of met een van die straffen alleen.

De personen die krachtens deze bepalingen worden gestraft, kunnen bovendien veroordeeld worden tot ontzetting, overeenkomstig artikel 33."

Art. 8. In artikel 3, § 2, 11°, van de wet van 30 juni 1994 ter bescherming van de persoonlijke levenssfeer tegen het afluisteren, kennisnemen en opnemen van privécommunicatie en -telecommunicatie worden de woorden "eerste lid, 2°" vervangen door de woorden "eerste lid, 2°, 3° en 4°".

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Châteauneuf-de-Grasse, 7 april 1995.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Verkeerswezen,

E. DIRUPO

De Minister van Justitie,

M. WATHELET

De Minister van Financiën,

Ph. MAYSTADT

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,

M. WATHELET

F. 95 — 1222

[C — 3292]

Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 17 mai 1979 relatif à la couverture des frais de fonctionnement de la Commission bancaire et financière

RAPPORT AU ROI

Sire,

Les frais liés à des opérations de titrisation doivent se situer dans certaines limites afin de rendre la place financière belge attractive par rapport aux places financières concurrentes. Actuellement des opérations de titrisation qui pourraient être attirées par la place financière belge sont en préparation, mais les frais actuels, qui sont prohibitifs en comparaison des frais perçus dans les pays avoisinants, y font obstacle.

Le présent arrêté a un caractère urgent dû au fait que les modifications qui sont proposées à l'arrêté royal du 17 mai 1979 relatif à la couverture des frais de fonctionnement de la Commission bancaire et financière sont absolument nécessaires afin qu'une opération de titrisation puisse être réalisée en pratique dans le cadre belge.

Le présent arrêté propose de diminuer sans délai les frais liés, d'une part, à l'inscription des organismes de placement en créances (« OPC ») auprès de la Commission bancaire et financière, et d'autre part à l'approbation par cette Commission du prospectus qui doit être rendu public lors des émissions de valeurs mobilières par ces organismes.

Les lignes conductrices du présent arrêté peuvent être résumées comme suit :

1. Les OPC belges et étrangers acquittent pour l'examen du dossier de l'inscription une rémunération de 0,05 franc pour mille de la valeur totale du patrimoine géré par l'OPC, ceci cependant avec un minimum de 200 000 francs et un maximum de 500 000 francs.

2. Les OPC belges acquittent une rémunération de 150 000 francs pour l'examen du prospectus qui doit être rendu public lors des émissions de valeurs mobilières par ces organismes.

3. Les OPC belges et étrangers acquittent en outre une rémunération annuelle équivalente à 0,02 franc pour mille du montant brut des titres placés en Belgique à l'occasion de leur émission au cours de l'année précédente.

N. 95 — 1222

[C — 3292]

Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 17 mei 1979 betreffende het dekken van de werkingskosten van de Commissie voor het Bank- en Financiewezen

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

De kosten verbonden aan effectiseringsverrichtingen moeten binnen bepaalde perken gehouden worden om de Belgische financiële plaats aantrekkelijk te maken ten opzichte van concurrerende financiële plaatsen. Momenteel zijn er effectiseringsverrichtingen in voorbereiding die door de Belgische financiële plaats zouden kunnen aangetrokken worden, maar de huidige kosten, die prohibitief zijn in vergelijking met de kosten in ons omringende landen, verhinderen dit.

Voorliggend besluit heeft dan ook een dringend karakter aangezien de opgenomen wijzigingen van het koninklijk besluit van 17 mei 1979 betreffende het dekken van de werkingskosten van de Commissie voor het Bank- en Financiewezen strikt noodzakelijk zijn opdat een effectiseringsverrichting in het Belgisch kader praktisch haalbaar zou zijn.

Voorliggend besluit voorziet om de kosten verbonden aan enerzijds de inschrijving van instellingen voor belegging in schuldverderingen (« IBS ») bij de Commissie voor het Bank- en Financiewezen en anderzijds de goedkeuring door deze Commissie van het prospectus dat moet worden openbaar gemaakt bij de uitgifte van effecten door deze IBS, te verlagen.

De hoofdlijnen van voorliggend besluit kunnen als volgt worden samengevat :

1. Belgische en buitenlandse IBS betalen voor het onderzoek van het inschrijvingsdossier een vergoeding van 0,05 frank per mille van de totaalwaarde van het door de IBS beheerde vermogen. Er is echter een minimum van 200 000 en een maximum van 500 000 frank.

2. Belgische IBS betalen een vergoeding van 150 000 frank voor het onderzoek van het prospectus dat moet worden openbaargemaakt bij uitgifte van effecten door deze instellingen.

3. Belgische en buitenlandse IBS betalen bovendien een jaarlijkse bijdrage gelijk aan 0,02 frank per mille van het bruto bedrag der tijdens het voorgaande jaar in België ter gelegenheid van hun uitgifte geplaatste effecten.

Les rémunérations susmentionnées sont les seules qui sont dues par les OPC belges et étrangers. Par ailleurs, aucune rémunération complémentaire ne sera due ni pour l'agrément de la société de gestion visée par l'article 119^{ter} de la loi du 4 décembre 1990 ni pour l'acceptation d'autres personnes intervenant dans le fonctionnement d'un organisme de placement en créances.

En Angleterre par exemple il semblerait n'exister qu'un montant unique calculé selon un tarif dégressif et ceci limité à un montant maximum de £ 4.000. Il semble que des rémunérations annuelles n'y soient pas dues. En France il semblerait qu'une rémunération annuelle de 0,02 pour mille sur les encours de l'opération de titrisation au 31 décembre de l'année précédente doive être acquittée. Par contre un droit d'inscription ne paraît pas devoir être dû.

J'ai l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté,
Le très respectueux,
et très fidèle serviteur,
Le Ministre des Finances,
Ph. MAYSTADT

7 AVRIL 1995. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 17 mai 1979 relatif à la couverture des frais de fonctionnement de la Commission bancaire et financière

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935 sur le contrôle des banques et le régime des émissions de titres et valeurs, notamment l'article 36, remplacé par la loi du 22 mars 1993;

Vu la loi du 4 décembre 1990 relative aux opérations financières et aux marchés financiers, notamment l'article 153;

Vu l'arrêté royal du 17 mai 1979 relatif à la couverture des frais de fonctionnement de la Commission bancaire et financière, notamment les articles 4 et 5, remplacés par l'arrêté royal du 31 janvier 1994;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par les lois des 9 août 1980, 16 juin et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant que les frais liés à des opérations de titrisation doivent se situer dans certaines limites afin de rendre la place financière belge attractive par rapport aux places financières concurrentes; que des opérations de titrisation qui pourraient être attirées par la place financière belge, sont en préparation; qu'il y a dès lors lieu de diminuer sans délai les frais liés, d'une part, à l'inscription des organismes de placement en créances auprès de la Commission bancaire et financière, et, d'autre part, à l'approbation par cette Commission du prospectus qui doit être rendu public lors des émissions de valeurs mobilières par ces organismes;

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. A l'article 4 de l'arrêté royal du 17 mai 1979 relatif à la couverture des frais de fonctionnement de la Commission bancaire et financière, remplacé par l'arrêté royal du 31 janvier 1994, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans le § 1^{er}, les mots « , autres que les organismes de placement en créances, » sont insérés entre les mots « Les organismes de placement belges » et « inscrits »;

2° dans le § 2, alinéa 1^{er}, les mots « des organismes de placement en créances et » sont insérés entre les mots « à l'exception » et « des organismes de placement »;

3° il est complété par des §§ 4, 5 et 6, rédigés comme suit:

« § 4. Les organismes de placement en créances de droit belge acquittent à la Commission bancaire et financière, pour l'examen du dossier de l'inscription visée à l'article 120, § 1^{er} de la loi du 4 décembre 1990, une rémunération unique de 0,05 franc pour mille de la valeur totale du patrimoine géré, et ceci avec un minimum de 200 000 et un maximum de 500 000 francs.

Hogergenoemde vergoedingen zijn de enige die door Belgische en buitenlandse IBS verschuldigd zijn. Noch voor de erkenning van de beheersvennootschap voorzien in artikel 119^{ter} van de wet van 4 december 1990, noch voor de aanvaarding van andere personen die betrokken zijn bij de werking van de instelling voor belegging in schuldvorderingen, zullen zij enige bijkomende vergoeding verschuldigd zijn.

In Engeland bijvoorbeeld blijkt slechts een eenmalige bijdrage verschuldigd te zijn die berekend wordt volgens een degressief tarief en dit met een maximum van £ 4000. Jaarlijkse bijdragen zouden er niet verschuldigd zijn. In Frankrijk blijkt er wel een jaarlijkse vergoeding verschuldigd te zijn van 0,02 per mille op het uitstaande bedrag van de effectiseringsoperatie op 31 december van het voorgaande jaar. Een inschrijvingsvergoeding daarentegen zou niet verschuldigd zijn.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,
Van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige,
en zeer getrouwe dienaar,
De Minister van Financiën,
Ph. MAYSTADT

7 APRIL 1995. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 17 mei 1979 betreffende het dekken van de werkingskosten van de Commissie voor het Bank- en Financieuzen

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het koninklijk besluit nr. 185 van 9 juli 1935 op de bankcontrole en het uitgifteregime voor titels en effecten, inzonderheid op artikel 36, vervangen door de wet van 22 maart 1993;

Gelet op de wet van 4 december 1990 op de financiële transacties en de financiële markten, inzonderheid op artikel 153;

Gelet op het koninklijk besluit van 17 mei 1979 betreffende het dekken van de werkingskosten van de Commissie voor het Bank- en Financieuzen, inzonderheid op de artikelen 4 en 5, vervangen bij het koninklijk besluit van 31 januari 1994;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd door de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni en 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de kosten verbonden aan effectiseringsverrichtingen binnen bepaalde perken dienen te worden gehouden om de Belgische financiële plaats aantrekkelijk te maken ten opzichte van concurrerende financiële plaatsen; dat er effectiseringsverrichtingen die door de Belgische financiële plaats zouden kunnen worden aangetrokken, in voorbereiding zijn; dat derhalve de kosten verbonden aan enerzijds de inschrijving van instellingen voor belegging in schuldvorderingen bij de Commissie voor het Bank- en Financieuzen en anderzijds de goedkeuring door deze Commissie van het prospectus dat moet worden openbaar gemaakt bij de uitgifte van effecten door deze instellingen, onverwijld dienen te worden verlaagd;

Op de voordracht van Onze Minister van Financiën,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In artikel 4 van het koninklijk besluit van 17 mei 1979 betreffende het dekken van de werkingskosten van de Commissie voor het Bank- en Financieuzen, vervangen bij koninklijk besluit van 31 januari 1994, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1 worden de woorden « , andere dan instellingen voor belegging in schuldvorderingen, » ingevoegd tussen de woorden « De Belgische beleggingsinstellingen » en « die zijn ingeschreven »;

2° in § 2, eerste lid, worden de woorden « de instellingen voor belegging in schuldvorderingen en » ingevoegd tussen de woorden « met uitzondering van » en « de beleggingsinstellingen »;

3° het woord aangevuld met de §§ 4, 5 en 6, luidend als volgt :

« § 4. De instellingen voor belegging in schuldvorderingen naar Belgisch recht betalen aan de Commissie voor het Bank- en Financieuzen een eenmalige vergoeding van 0,05 frank per mille van de totaalwaarde van het beheerd vermogen met een minimum van 200 000 en een maximum van 500 000 frank voor het onderzoek van het inschrijvingsdossier bedoeld in artikel 120, § 1 van de wet van 4 december 1990.

Les organismes de placement en créances de droit étranger acquittent à la Commission bancaire et financière, pour l'examen du dossier de l'inscription visée à l'article 137 de la loi du 4 décembre 1990, une rémunération unique de 0,05 franc pour mille de la valeur totale du patrimoine géré, et ceci avec un minimum de 200 000 et un maximum de 500 000 francs.

Cette rémunération est acquittée dans le mois de l'inscription.

§ 5. Les organismes de placement en créances de droit belge acquittent à la Commission bancaire et financière, pour l'examen du prospectus visé à l'article 39 de l'arrêté royal du 29 novembre 1993 relatif aux organismes de placement en créances, une rémunération de 150 000 francs. Lorsque l'émission concomitante par un même organisme de placement en créances de différentes catégories de valeurs mobilières donne lieu à la publication de plusieurs prospectus, la rémunération n'est perçue qu'une fois.

Cette rémunération est acquittée dans le mois de l'approbation du prospectus.

§ 6. Chaque année, les organismes de placement en créances belges et étrangers inscrits au 1er janvier conformément aux articles 120, § 1er et 137 précités acquittent à la Commission bancaire et financière, avant le 31 mars, une rémunération de 0,02 franc pour mille du montant brut des titres placés en Belgique au cours de l'année précédente. »

Art. 2. Dans l'article 5 du même arrêté, remplacé par l'arrêté royal du 31 janvier 1994, les mots « , autres que les organismes de placement en créances, » sont insérés entre les mots « Les organismes de placement belges et étrangers » et « inscrits ».

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 4. Notre Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Châteauneuf-de-Grasse, le 7 avril 1995.

ALBERT

Par le Roi :
Le Ministre des Finances,
Ph. MAYSTADT

De instellingen voor belegging in schuldvorderingen naar buitenlands recht betalen aan de Commissie voor het Bank- en Financieuzen een eenmalige vergoeding van 0,05 frank per mille van de totaalwaarde van het beheerd vermogen, en dit met een minimum van 200 000 en een maximum van 500 000 frank voor het onderzoek van het inschrijvingsdossier bedoeld in artikel 137 van de wet van 4 december 1990.

Deze vergoeding wordt vereffend binnen de maand na de inschrijving.

§ 5. De instellingen voor belegging in schuldvorderingen naar Belgisch recht betalen aan de Commissie voor het Bank- en Financieuzen een vergoeding van 150 000 frank voor het onderzoek van het prospectus bedoeld in artikel 39 van het koninklijk besluit van 29 november 1993 op de instellingen voor belegging in schuldvorderingen. Wanneer ingevolge de gelijktijdige uitgifte van verschillende categorieën van effecten door eenzelfde instelling voor belegging in schuldvorderingen verscheidene prospectussen worden openbaargemaakt, wordt de vergoeding slechts één keer geïnd.

Deze vergoeding wordt vereffend binnen de maand na de goedkeuring van het prospectus.

§ 6. De Belgische en buitenlandse instellingen voor belegging in schuldvorderingen die op 1 januari zijn ingeschreven overeenkomstig de voornoemde artikelen 120, § 1 en 137 betalen elk jaar vóór 31 maart aan de Commissie voor het Bank- en Financieuzen een vergoeding van 0,02 frank per mille van het bruto bedrag der tijdens het voorgaande jaar in België geplaatste effecten. »

Art. 2. In artikel 5 van hetzelfde besluit, vervangen bij koninklijk besluit van 31 januari 1994, worden de woorden « , andere dan instellingen voor belegging in schuldvorderingen, » ingevoegd tussen de woorden « De Belgische en buitenlandse beleggingsinstellingen » en « ingeschreven ».

Art. 3. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 4. Onze Minister van Financiën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Châteauneuf-de-Grasse, 7 april 1995.

ALBERT

Van Koningswege :
De Minister van Financiën,
Ph. MAYSTADT

F. 95 — 1223

2 MAI 1995. — Arrêté ministériel portant approbation de l'arrêté du Fonds des Rentes du 24 avril 1995 modifiant le règlement du marché hors bourse des obligations linéaires et du marché secondaire des certificats de trésorerie

Le Ministre des Finances,

Vu l'arrêté royal du 27 février 1991 relatif à l'organisation du marché hors bourse des obligations linéaires et du marché secondaire des certificats de trésorerie, notamment l'article 5, alinéa 2,

Arrête :

Article 1^{er}. L'arrêté du Fonds des Rentes du 24 avril 1995 modifiant le règlement du marché hors bourse des obligations linéaires et du marché secondaire des certificats de trésorerie, annexé au présent arrêté, est approuvé.

Art. 2. Le présent arrêté produit ses effets le 24 avril 1995.

Bruxelles, le 2 mai 1995.

Ph. MAYSTADT

N. 95 — 1223

2 MEI 1995. — Ministerieel besluit tot goedkeuring van het besluit van het Rentenfonds van 24 april 1995 tot wijziging van het marktreglement voor de buiten-beursmarkt van de lineaire obligaties en de schatkistcertificaten

De Minister van Financiën,

Gelet op het koninklijk besluit van 27 februrari 1991 betreffende de organisatie van de buiten-beursmarkt van lineaire obligaties en van de secundaire markt van schatkistcertificaten, inzonderheid op artikel 5, lid 2,

Besluit :

Artikel 1. Het bij dit besluit gevoegde besluit van het Rentenfonds van 24 april 1995 tot wijziging van het marktreglement voor de buiten-beursmarkt van de lineaire obligaties en de secundaire markt van de schatkistcertificaten wordt goedgekeurd.

Art. 2. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 24 april 1995.

Brussel, 2 mei 1995.

Ph. MAYSTADT